

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-216

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-216

(coopération économique, financière et technique)

1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, et notamment dans [les articles III-213 à III-215 (ex-25 à 27)] du présent Titre concernant la coopération au développement, l'Union mène, dans le cadre de ses compétences, des actions de coopération économique, financière et technique, y compris de l'assistance en particulier dans le domaine financier, avec des pays tiers autres que les pays en voie de développement. Ces actions sont cohérentes avec la politique de développement de l'Union. Les actions de l'Union et des États membres se complètent et se renforcent mutuellement. Elles sont menées dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans [l'article III-188 (ex-1)] du présent Titre.
2. La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du paragraphe 1.
3. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article III-222 (ex-33)] de ce Titre. ~~Le Conseil statue à l'unanimité pour les accords d'association visés à [l'article III-221 (ex-32bis), paragraphe 2] de ce Titre ainsi que pour les accords à conclure avec les États candidats à l'adhésion à l'Union.~~ Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Explication :

Dans une Union de 25 Etats membres, le maintien de l'unanimité équivaut à l'inaction ou en tout cas à des décisions peu satisfaisantes. Il convient donc de supprimer l'exigence de l'unanimité à l'article III-216. Il est d'ailleurs incompréhensible pourquoi des accords internationaux qui visent à mettre en œuvre la coopération économique, financière et technique avec des pays tiers doivent être conclus à l'unanimité, dès lors qu'il s'agit de pays candidats à l'adhésion ou des pays avec lesquels un accord d'association est conclu.